



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n° DCPAT 2024-0155 du 21 JUIN 2024

Société GSM

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état de la
carrière à ciel ouvert au lieu-dit « Le Châtelet » à Ségrie (72170),
exploitation d'un gisement de grès de Sainte-Suzanne**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-46 et R.181-45 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07-4127 du 17 août 2007 autorisant la société CEMEX GRANULATS à exploiter la carrière de grès au lieu-dit « Le Châtelet », sur la commune de Ségrie pour une durée de 30 ans ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2018-0447 du 15 octobre 2018 modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière à ciel ouvert se situant au lieu-dit « Le Châtelet » à Ségrie (72170) et autorisant l'exploitation d'un gisement de grès de Sainte-Suzanne au profit de la société CEMEX GRANULATS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2019-0134 du 24 juin 2019 autorisant le changement d'exploitant de la carrière à ciel ouvert au lieu-dit « Le Châtelet » à Ségrie (72) et l'exploitation d'un gisement de grès de Sainte-Suzanne au profit de la société GSM ;

VU le porter à connaissance déposé le 18 octobre 2021 par la société GSM pour demander les modifications des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière à ciel ouvert de grès de Sainte-Suzanne, (rubrique n° 2510 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Ségrie au lieu-dit « Le Châtelet » (72170) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 juin 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral n° 07-4127 du 17 août 2007 a autorisé la société CEMEX GRANULATS à exploiter la carrière de grès de Sainte-Suzanne sur la commune de Ségrie pour une durée de 30 ans ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2018-0447 du 15 octobre 2018 est venu modifier les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière à ciel ouvert se situant au lieu-dit « Le Châtelet » à Ségrie ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la possibilité d'exploiter la faille traversant le site ne justifie plus le maintien de l'éperon rocheux qui avait impliqué une modification des conditions d'exploiter, et en conséquence, une modification du phasage par l'arrêté complémentaire du 15 octobre 2018 sus-mentionné ;

CONSIDÉRANT que la possibilité d'exploiter la faille traversant le site vient modifier le phasage d'exploitation et les dispositions des articles 2, 7, 8 et 10 de l'arrêté complémentaire du 15 octobre 2018 sus-mentionné liés au maintien de l'éperon rocheux ;

CONSIDÉRANT que la modification de phasage n'augure d'aucun impact significatif sur les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'encadrer réglementairement ces modifications pour préserver les intérêts environnementaux ;

CONSIDÉRANT que les dispositions prises ou envisagées sont de nature à pallier les risques et les nuisances, notamment en termes d'exploitation et de réaménagement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet a été porté à la connaissance du demandeur par courrier en date du 8 novembre remis le 10 novembre 2023 et que celui-ci n'a pas émis d'observations dans les délais impartis de 15 jours ;

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 : Tableau de classement

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 15 octobre 2018 susvisé, intitulé « Liste des installations répertoriées dans la nomenclature des installations classées » sont supprimées et substituées par les dispositions suivantes :

« Les installations classées autorisées sont répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
2510	Carrières ou autre extraction de matériaux (exploitation de), 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Gisement : grès de Sainte-Suzanne S : 235 804 m ² (dont 165 000 m ² exploitable) Volume total du gisement : 3 480 000 m ³ soit 9 000 000 t.	A
2515	1. Installations de broyage , concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de	- 1 installation de traitement fixe, avec : alimentateur, scalpeur,	E

	<p>pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	<p>concasseur à mâchoire, crible à 3 niveaux, 2 broyeurs giratoires, 2 cribles à 2 niveaux, trémies de 25 m³,</p> <p>- 1 installation de lavage : trémie d'alimentation, crible lavage 2 niveaux et convoyeurs</p> <p>- installations de reconstitution, dont : trémies de 10 m³, silos à pulvérulent, malaxeur à arbres horizontaux</p> <p>- système de pesée de liant</p> <p>Ptotale : 1 100 kW</p>	
--	---	--	--

* : A (autorisation), E (Enregistrement) »

Article 2 : Extraction des matériaux

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 15 octobre 2018 susvisé intitulé « Extraction des matériaux » sont supprimées et substituées par les dispositions suivantes :

« L'exploitation du gisement minéral a lieu à ciel ouvert, en fouille sèche. Elle est réalisée par abattage à l'explosif, en 5 gradins de 15 mètres de hauteur au maximum, avec reprise des matériaux extraits à l'aide d'engins de chantier.

La cote minimale d'extraction est fixée à 30 mètres NGF.

Tout apport de déchets inertes provenant de l'extérieur de l'emprise de la carrière « du Châtelet » est interdit.

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité. Cette distance est portée à 20 mètres de la RD 120, 100 mètres du hameau « Les Etangs », et à 75 mètres du hameau « Le Menuau ».

Les matériaux abattus sont repris par une pelle, une chargeuse ou tout autre engin approprié, et transportés jusqu'à l'installation de concassage-criblage par tombereaux.

Les matériaux à commercialiser sont stockés au Sud-Ouest du site, sous forme de tas d'une hauteur maximale de 15 mètres, et dans des conditions permettant d'éviter les envols.

Les rampes sont constituées de manière à faire transiter, sans risques, les engins de manutention de matériaux entre le carreau ou lieu d'extraction et l'installation de broyage. Ces rampes sont larges, de pentes régulières et maintenues en bon état.

Les matériaux exploités sont destinés, essentiellement, à l'élaboration de granulats de viabilité, après concassage, criblage et lavage.

Les bassins de décantation sont régulièrement curés. Les matériaux (fines...) issus du curage sont utilisés pour le réaménagement du site, notamment comme remblais ou renforcement des fronts de taille, sur le site. »

Article 3 : Phasage de l'exploitation

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 15 octobre 2018 susvisé intitulé « Phasage de l'exploitation », sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« À compter de la notification du présent arrêté, l'exploitation se poursuit selon les phases suivantes :

Phase 4 : 2022-2027 : extraction des paliers 59 m NGF vers le Sud jusqu'à sa limite finale et 44 m NGF vers le Nord ;

Phase 5 : 2027-2032 : extraction des paliers 44 m NGF vers le Nord jusqu'à sa limite finale et 30 m NGF vers le Sud ;

Phase 6 : 2032-2037 : extraction du palier 30 m NGF jusqu'à sa limite finale.

Le phasage de l'exploitation jusqu'au terme de l'autorisation est représenté en annexe 1 du présent arrêté. »

Article 4 : Conditions particulières

Les dispositions des deux premiers paragraphes de l'article 10 de l'arrêté du 15 octobre 2018 susvisé, intitulé « Conditions particulières » et mentionnant :

« Un éperon rocheux est laissé en place, au niveau de la faille, objet du dossier de modification daté du 12 juin 2018. L'éperon rocheux maintenu, au niveau de la faille, présente des pentes Est et Ouest conformes à l'étude de stabilité.

Tout constat d'une éventuelle anomalie, au niveau de la faille ou d'un front, donne lieu à une interruption des travaux d'extraction, pour réaliser des investigations et garantir une stabilité du point concerné.

L'inspection des installations classées est informée de l'évolution de ces investigations, le cas échéant. »

sont supprimées.

Article 5 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Ségrie et peut y être consultée ;
- un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Ségrie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture en Sarthe (www.sarthe.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

L'article R.181-52 du code de l'environnement prévoit que :

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de Mamers, le maire de Ségrie, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général.

Éric ZABOURAEFF